

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté de mise en demeure

Société CURCHAL
16 boulevard de la République
71324 CHALON SUR SAONE

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

pour le site de la Chaufferie des Aubépins
rue Jean Giraudoux
71324 CHALON-SUR-SAONE

N° 11-04253

VU le Code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 04-2984-2-3 du 6 octobre 2004,

VU l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans les installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW,

Considérant que l'exploitant ne respecte pas l'article 18.2 de l'arrêté préfectoral susvisé car les concentrations de polluants dépassent les valeurs limites fixées dans ledit article,

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, en date du 4 août 2011,

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1er :

La société CURCHAL, dont le siège social est situé 16 boulevard de la République – BP 617 à Chalon-sur-Saône (71324) est mise en demeure de respecter, pour son établissement de la chaufferie des Aubépins situé rue Jean Giraudoux à Chalon-sur-Saône (71324), les prescriptions de l'article 18.2 de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2004 susvisé sous un an à compter la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2:

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1^{er}, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES :

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL Bourgogne, à Mâcon.

Mâcon, le **19 SEP. 2011**

Le préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire


Magali SELLES